

**COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE
ET SPORTIF MAYENNE (C.D.O.S 53)**

Maison des Sports
109, Avenue Pierre de Coubertin
53000 - LAVAL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2024
SIREN 412 475 287

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF MAYENNE (C.D.O.S 53) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre société n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président et le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Laval, le 6 mars 2025

TALENZ SOFIDEM LAVAL SAS

Sami LOUEDEC
Commissaire aux Comptes
Associé



BILAN SYNTHETIQUE

COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024



ACTIF	Exercice N			N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net			
Actif immobilisé :						Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles						Capital	152 398	149 679
Immobilisations corporelles	65 937	61 313	4 624	6 464		Ecart de réévaluation		
Immobilisations financières	15		15	15		Réserves :		
						- Réserve légale		
TOTAL I	65 952	61 313	4 639	6 479		- Réserves réglementées		
						- Autres		
Actif circulant :						Report à nouveau		
Stocks et en-cours (autres que marchandises)						Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	9510	4 844
Marchandises						Subventions d'investissement		
Avances et acomptes versés sur commandes						Provisions réglementées		
						TOTAL I	161908	154 524
Créances :						Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés	43 441		43 441	49 304		Dettes		
Autres	3 147		3 147	3 074		Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement						Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	196 229		196 229	159 297		Fournisseurs et comptes rattachés	48 250	25 323
Caisse						Autres	22 631	21 455
						TOTAL III	70 881	46 778
TOTAL II	242 818		242 818	211 675		Produits constatés d'avance (IV)	17 000	19 035
Charges constatées d'avance (III)	2 333		2 333	2 182				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	311 102	61 313	249 789	220 336		TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	249 789	220 336



COMPTES DE RESULTAT SYNTHETIQUE

COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		2 689
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	86 472	73 670
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		959
Autres charges externes	168 325	143 567	Subventions d'exploitation	231 125	151 984
Impôts, taxes et versements assimilés	2 907	2 020	Reprise sur amort., déprec. et prov.		
Rémunération du personnel	148 002	108 743	Produits cessions immo. incorp. et corp.		
Charges sociales	38 264	26 380	Autres produits	55 332	63 609
Dotations aux amortissements	3 696	4 948	PRODUITS FINANCIERS	4 205	3 655
Dotations aux provisions					
Valeurs compt. immo. incorp. et corp. cédées					
Autres charges	6 623	6 393			
CHARGES FINANCIERES					
TOTAL (I)	367 817	292 050	TOTAL (I)	377 134	296 565
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	277	219	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	470	548
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	368 094	292 269	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	377 604	297 113
BENEFICE OU PERTE	9 510	4 844			
TOTAL GENERAL	377 604	297 113	TOTAL GENERAL	377 604	297 113

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31 décembre 2024





SOMMAIRE

1. Principes et méthodes comptables	3
2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	3
2.1 Actif immobilisé	3
2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)	4
2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé	6
2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé	8
2.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	8
2.2 Actif circulant	8
2.2.1 État des stocks	8
2.3 Passif	9
2.3.1 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	9
3. Autres informations	11
3.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	11
3.2 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)	11
3.3 Informations relatives à l'effectif	12





1.Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

2.Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés





2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	24 837	Cliquez ici pour entrer du texte.	-	-	24 837
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	39 244	1 856	-	-	41 100
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	64 081	1 856	-	-	65 937
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	15	-	-	-	15
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	15	-	-	-	15
Total général		64 096	-	-	-	65 952





2.1.1.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			1 856		
Immobilisations financières					
TOTAL			1 856		

2.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
TOTAL					





2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	57 617	3 696	-	61 313
	Immo. Grevés de droits	-	-	-	-
	Total III	57 617	3 696	-	61 313
Total général		57 617	3 696	-	61 313





2.1.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		3 696		
TOTAL		3 696		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	3 696		
TOTAL	3 696		

2.1.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
TOTAL			





2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

2.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	57 617	3 696	-	-	-	61 313
TOTAL	57 617	3 696	-	-	-	61 313

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises			
TOTAL			





2.3 Passif

2.3.1 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	43 441	43 441	
	Autres	3 147	3 147	
Charges constatées d'avance		2 333	2 333	Cliquez ici pour entrer du texte.
TOTAL		48 921	48 921	

Prêts accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		48 250	48 250		
Dettes fiscales et sociales		22 542	22 542		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS



Autres dettes	89	89		
Produits constatés d'avance	17 000	17 000		
TOTAL	87 881	87 881		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	





3. Autres informations

3.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts, le montant des rémunérations versées aux dirigeants s'est élevé à 0.

Au cas particulier de l'association, il est rappelé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficie pas d'avantages en nature.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas mentionné.

L'association n'a qu'un cadre dirigeant au sens de ce texte et il a été retenu pour préserver la confidentialité de la rémunération de ne pas publier cette information.

3.2 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

	Exercice	Exercice précédent
Produits		
Bénévolat (15€ /h)	99 855 €	87 585 €
Prestations en nature (dont véhicule CD53)	11 780 kms à 1,899 € 23 370 €	16 500 €
Dons en nature	500 €	750 €
Charges		
Secours en nature	500 €	750 €
Mise à disposition de biens et services	11 780 kms à 1,899 € 23 370 €	16 500 €
Personnel bénévole (15€ / h)	99 855 €	87 585 €





3.3 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1 (1 ETP)	
Agents de maîtrise et Techniciens	7 (3,67 ETP)	3 (1,05 ETP)
Employés	1 (0,33 ETP)	
Ouvriers		
TOTAL	9 (5,00 ETP)	3 (1,05 ETP)

